

## Luigi de Magistris: «Nous sommes l'alternative politique à Salvini»

PAR CÉCILE DEBARGE  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 1 MARS 2019



Luigi de Magistris, le 21 juin 2016. © Reuters/Ciro De Luca

Alors que le parti démocrate italien organise le 3 mars des primaires très attendues, le maire de Naples Luigi de Magistris est l'une des figures du renouveau de la gauche italienne. Contre « *l'Europe de l'austérité* » incarnée à ses yeux par Emmanuel Macron, mais aussi contre « *l'Europe des nationalismes* » façon Viktor Orbán, il plaide pour « *une Europe des villes et des biens communs* ».

**Naples (Italie), envoyée spéciale.**—À 51 ans, le maire de Naples est l'une des figures du renouveau de la gauche italienne. Le 1<sup>er</sup> décembre dernier, à Rome, celui qui est aussi président du parti DemA a convoqué la première assemblée publique de son nouveau projet, « *Au-delà des inégalités* ».

Même s'il laisse toujours planer le doute sur sa candidature aux élections européennes de mai, il défend, dans un long entretien à Mediapart, une « *troisième Europe* », contre « *l'Europe de l'austérité* » et « *celle des nationalismes* », et livre un plaidoyer énergique pour « *l'Europe du néomunicipalisme* ».

**Les dernières semaines ont été marquées par de fortes tensions entre la France et l'Italie, sur fond de mouvement des gilets jaunes en France. Qu'en pensez-vous ?**



Luigi de Magistris, le 21 juin 2016. © Reuters/Ciro De Luca

**Luigi de Magistris :** Je suis assez inquiet de cette crise diplomatique sans précédent entre les gouvernements français et italien. En tant que maire de Naples, je peux assurer au peuple français notre sentiment d'amitié. Il faut surmonter cette crise et l'Italie doit être attentive à maintenir ses relations diplomatiques et amicales avec la France. Tout ça s'est fait avec beaucoup d'improvisation pour aller chercher les votes du jour. Même pas, pour aller chercher les « *like* » du jour ! On n'ira pas très loin comme ça, parce que la diplomatie, les rapports entre les États et les peuples, il faut des années pour les construire et quelques jours pour les affaiblir.

**On a l'impression que cette stratégie du coup d'éclat permanent plaît aux électeurs italiens (voir le résultat des élections locales dans les Abruzzes, par exemple). Pensez-vous que le gouvernement bénéficie d'un fort soutien populaire ?**

La lecture que je fais de la politique italienne en ce moment est la suivante : chaque jour, l'opposition réelle et l'opposition sociale augmentent. Ce gouvernement perd bien plus de soutien que ce que l'on lit dans les sondages. Si ça ne se voit pas encore dans les sondages, si ça ne se traduit pas encore par un effondrement des votes, c'est parce qu'il n'y a pas d'alternative et qu'il n'y a pas d'opposition parlementaire.

Quand, en revanche, l'opposition vient des maires, des mouvements sociaux, des manifestations, alors là, le gouvernement entre en crise. Prenons l'exemple du *Sea Watch*[le bateau bloqué au large des côtes

*italiennes pendant dix jours avec 47 migrants à bord – nldr].* C'est le thème de prédilection du gouvernement, il semblait invincible sur ces questions-là. Il y a d'abord eu un mouvement de contestation et puis ensuite l'attaque qui a provoqué une crise au gouvernement est venue de deux maires, du Sud, de surcroît ! L'un complètement autonome, c'est moi, l'autre plus proche du centre-gauche, c'est **Leoluca Orlando**. Et ça, c'est nouveau.

**Mais le ministre de l'intérieur Matteo Salvini est extrêmement populaire. Il est même sorti conforté des derniers résultats électoraux. Comment s'oppose-t-on à lui aujourd'hui et qui pourrait le faire ?**

Moi ! J'ai toujours dit mon opposition à Salvini. Il y a trois ans, quand il était encore peu considéré, que la Ligue du Nord était à 3 ou 4 % et semblait avoir disparu, je disais déjà que si j'avais dû jouer un rôle dans le paysage politique national, notre ennemi à droite, ça aurait été Salvini.

Aujourd'hui, on se considère comme la politique de l'alternative à Salvini, aussi bien en ce qui concerne les valeurs morales, éthiques, humaines, que sur la manière de faire de la politique, de gérer l'administration. D'un côté, on a quelqu'un qui veut construire l'Italie de l'intolérance, de la rancœur, de l'indifférence, de la violence ; de l'autre, nous, nous souhaitons construire l'Italie autour de valeurs de cohésion, en valorisant l'autonomie, la solidarité, la justice sociale, l'égalité. Ce sont deux modèles de société différents qui s'affrontent et c'est là que la bataille devient intéressante.

**Ce dimanche 3 mars auront lieu les primaires du Parti démocratique (PD). Est-ce que leur résultat peut avoir des conséquences sur votre positionnement politique ?**

Nicola Zingaretti est décrit comme l'homme du changement. Pour être tout à fait honnête, pour moi c'est surtout une question d'apparence et pas vraiment de changement. Malheureusement, l'ensemble de l'appareil politique du PD est compromis car il est lié à l'effondrement du centre-gauche ces derniers temps. Et ce n'est pas en changeant une personne, qui soit

dit en passant n'est pas si nouvelle que ça, car Nicola Zingaretti est le président de la région Lazio [*la région de Rome – nldr*], que l'on pourrait révolutionner le parti de l'intérieur.

Le changement ne doit pas nécessairement venir de l'extrême gauche mais il doit venir d'en bas. Et pour qu'il y ait ce changement, il faut créer un réseau entre les associations, les comités civiques, les maires, les personnes qui apparaissent comme nouvelles, cohérentes et crédibles. Il n'y a que comme ça qu'on pourra commencer à réfléchir tranquillement au changement. Mais je pense que si ce rôle revient au PD, le risque est que le Mouvement Cinq Étoiles n'en sorte renforcé.

**Justement, c'est l'une des raisons pour lesquelles est né le Mouvement Cinq Étoiles : changer la politique. L'expérience de gouvernement aujourd'hui montre une réalité différente. Est-il vraiment possible de proposer un renouveau de la politique quand on participe aux institutions nationales ?**

Il y a deux choses à dire à propos du Mouvement Cinq Étoiles (M5S). La première, c'est qu'il y a dix, onze ans, ils sont nés d'une manière très efficace, en organisant des *meet-up*. C'était vraiment un moyen d'être avec les gens. Leur idée de départ, c'était de représenter des politiques qui viennent d'en bas. Ensuite, ils ont complètement abandonné ce projet pour se consacrer au monde virtuel. Cela a été poussé par un petit groupe de communicants très habiles. Leur chance, ça a été qu'il y a eu un tel effondrement moral qu'il y avait de l'espace et que le Mouvement Cinq Étoiles a pu exploser. Ça a été la conséquence des erreurs commises par un centre-gauche de moins en moins à la hauteur et par un centre-droit berlusconien.

La seconde chose, c'est que le M5S est en réalité bien différent de ce qu'il disait être. Ils ont capitalisé sur la colère et la rancœur mais ils n'ont pas la capacité d'être révolutionnaires. Surtout, cette expérience de gouvernement les met à l'épreuve de leurs propres compétences. Mais sans véritable alternative, la Ligue et le Mouvement Cinq Étoiles continueront de se renforcer. Avec une alternative, comme celle que nous

essayons de construire, le Mouvement Cinq Étoiles peut rapidement se dégonfler car je sais que nous récupérerons des voix parmi leurs électeurs.



Luigi de Magistris, le 20 juin 2016, lors de sa réélection à la tête de Naples. © Reuters / Ciro De Luca.

### **Ces électeurs qui aujourd'hui sont souvent déçus, qui ressentent encore parfois de la rage, comment leur parler ?**

Il y a huit ans, quand j'ai été élu maire, Naples était une ville pleine de colère et de rancœur, la ville était envahie par les ordures. J'ai réussi à transformer cette colère en indignation et c'est grâce à cette indignation qu'il y a pu avoir un changement. Il ne faut pas instrumentaliser cette colère, il faut s'en servir pour faire émerger la possibilité d'une alternative.

Si ce n'est pas le cas, cette colère explose, ça peut devenir de la violence. Or je constate que les politiques de droite actuelles visent à construire un pays plein de rancœur, un pays qui se construit sur la haine, la division, l'intolérance, l'ennemi du jour. C'est une voie sans issue. On ne peut pas se développer comme ça, ça ne fait qu'alimenter des tensions.

**Du Royaume-Uni à l'Italie, on observe un fossé entre les grandes villes et métropoles, où il est relativement plus facile de défendre un discours progressiste, et les espaces ruraux ou moins urbains. Comment pensez-vous convaincre les électeurs qui viennent de ces espaces-là ?**

J'ai toujours beaucoup travaillé dans les zones périphériques de ma ville. En tant que maire, ça fait huit ans que je suis au contact des habitants, en étant présent dans la rue, aussi bien dans les lieux de souffrance que dans ceux de joie. J'ai construit une relation humaine, pleine de sentiments et d'empathie avec ma ville.

Bien sûr, à l'échelle nationale, il y a aussi l'efficacité du message médiatique et politique dans la mesure où nous vivons dans une société de communication. Mais ce qui est fondamental, c'est d'écouter ce que te dit le terrain et de décider avec lui. C'est ce que je retiens de mon expérience napolitaine : il faut faire de la politique avec les habitants.

### **Concrètement, comment se construit l'alternative que vous proposez ?**

L'idée qu'on a lancée le 1<sup>er</sup> décembre, c'est de mettre sur pied une expérience politique qui aille au-delà de la gestion administrative. Pour nous, ça a d'ailleurs valeur de proposition de gouvernement : on veut montrer qu'une alternative est possible. Et à cet égard, je pense que le « laboratoire napolitain » n'a pas d'égal en Italie.

C'est la preuve qu'une ville sans argent, qui adopte des politiques à contre-courant des politiques de gouvernement, réussit à conjuguer la capacité de gouverner et un changement radical dans la manière de faire de la politique qui, jusque-là, était très liée à des affaires politico-financières, voire mafieuses. Naples est une ville difficile et pourtant, on a réussi à y mettre en œuvre de vraies politiques de gauche.

### **« On veut une troisième Europe, entre celle de l'austérité et celle des nationalismes »**

**Vous parlez souvent de Naples comme d'un laboratoire qui est une illustration locale de ce que pourraient être les politiques nationales. Quelles sont les avancées de la ville en huit ans ?**

L'accès public à l'eau ! Nous sommes la seule ville à avoir appliqué le référendum sur l'eau qui doit rester un bien public [il a eu lieu en 2011 – ndlr]. Nous avons aussi récupéré une partie de la gestion du patrimoine, nous avons repris en interne certains services, nous avons aussi beaucoup travaillé pour lutter contre la bourgeoisie liée à la Camorra et contre les infiltrations mafieuses dans la vie politique. Nous avons travaillé sur les biens communs, la reconquête de territoires difficiles, la démocratie participative.

Nous n'avons licencié personne pour faire tout ça. Disons, pour résumer, que nous n'avons pas cédé à la compromission morale malgré des politiques de gouvernement très envahissantes, comme celle de Matteo Salvini aujourd'hui sur les questions d'immigration. Pour moi, c'est l'exemple de la construction par le bas d'une alternative politique, culturelle, sociale, éthique, économique et morale aux politiques néolibérales.

**D'autres villes défendent un projet politique fondé sur le néomunicipalisme, non sans difficultés : à Barcelone, par exemple, la maire Ada Colau doit mener une bataille juridique pour l'accès public à l'eau.**

À votre avis, pourquoi depuis le référendum de 2011 sommes-nous la seule ville à avoir rendu l'eau publique ? Justement parce que c'est une bataille difficile ! La force de Naples, c'est qu'on a fait tout ça sans argent ! J'ai de très bons rapports avec la maire de Barcelone, mais il faut reconnaître que c'est une ville avec une forte autonomie et une grande puissance économique, ce qui n'est pas notre cas.

Nous avons récupéré les dettes énormes de la mandature précédente et il ne semblait pas y avoir d'autre choix que de privatiser l'eau. Au bout du compte, après une longue bataille juridique, une forte résistance citoyenne, nous avons réussi à ne pas le faire.

**Comment construit-on ce même projet politique, au niveau européen, en repartant des villes ?**

Nous, on veut une troisième Europe. Nous ne voulons pas de l'Europe d'Emmanuel Macron, Angela Merkel ou Matteo Renzi. Pour nous, c'est l'Europe du libéralisme, des technocrates, des oligarques, l'Europe des banques, de la monnaie unique, celle qui a oublié les peuples et la lutte contre les inégalités. L'effet collatéral de cette Europe de l'austérité, c'est l'Europe des nationalismes, de Matteo Salvini, Viktor Orbán ou Marine Le Pen.

Nous, on veut l'Europe du néomunicipalisme, des villes, des territoires, des biens communs, de l'environnement, de la justice sociale, du travail, du revenu minimum, de la lutte contre les inégalités

en matière de politiques migratoires. L'Europe est importante, on n'est pas anti-européens, au contraire. Mais ce doit être une Europe qui renoue avec les idéaux des pères fondateurs comme **Altiero Spinelli** [fédéraliste italien, père fondateur de l'UE – *ndlr*]. Il faudrait avoir une vision du Portugal à la Russie, en finir avec la soumission transatlantique via l'Otan. Il nous faut une Europe plus juste, plus solidaire, avec une politique extérieure forte, qui regarde l'Afrique et le Moyen-Orient. Si l'Europe s'effondre, on s'effondrera avec elle.

**Quels sont vos alliés au niveau européen ?**

Nous travaillons beaucoup avec les villes : Barcelone, Berlin, Londres, Madrid et Paris. Et puis il y a les mouvements politiques comme Podemos ou Barcelona en Comú [la plateforme de la maire « indignée » de Barcelone – *ndlr*] pour lesquels nous avons beaucoup de sympathie. On se sent de nombreux points communs avec Ada Colau ou Pablo Iglesias. Mais j'ai aussi de très bons rapports avec Yanis Varoufakis ou Jean-Luc Mélenchon qui est venu ici même, à Naples pour discuter avec moi (*lire notre article en mars 2018*).

**Pourtant il y a des lignes de fracture idéologiques fortes entre Jean-Luc Mélenchon et Yanis Varoufakis sur l'Europe. Comment concilier les deux ?**

J'essaie de ne pas me concentrer sur les oppositions et les difficultés qui existent entre eux. J'essaie plutôt de réunir les gens. Je comprends bien les différences qui peuvent exister entre eux, quand il y a eu les bombardements en Syrie par exemple ou sur les traités européens. Il y a des désaccords de fond qu'on ne peut pas ignorer mais qui, pour moi, sont des désaccords de niche. C'est plus souple côté espagnol pour concilier les positions. Les différends les plus forts, on les voit surtout entre Jean-Luc Mélenchon et Yanis Varoufakis, et ça prend parfois des airs de démonstration de force.

C'est un piège dans lequel est tombée la gauche – surtout radicale – ces dernières années. Pour le moment, j'essaie de faire un travail de synthèse. La priorité, c'est que nous sommes tous des

personnes profondément alternatives par rapport aux néolibéralismes et aux populismes, que nous ne nous sommes pas compromis avec ceux qui sont au pouvoir. On aurait donc de nombreuses possibilités de se mettre ensemble. La gauche est en train de se questionner et ce serait bien que pour les européennes on réussisse à trouver une recombinaison un peu plus efficace, plus crédible, plus unie aussi que les collages divers et variés qu'on a pu voir ces dernières années.

### Quelle est votre stratégie pour les européennes ?

Il ne faut pas oublier que ce sont des élections nationales, et non pas transeuropéennes, avec des listes transnationales. C'est une opération difficile et on ne veut pas commencer à dire « *nous sommes avec Untel ou Untel* ». Je travaille jour et nuit pour essayer

de proposer une liste pour les élections européennes. C'est aussi une manière de montrer que notre projet politique de décembre est en place.

Ce qui est sûr, c'est qu'aux prochaines élections nationales, je serai sûrement candidat, même si elles devaient être anticipées. Pour les européennes, il ne reste pas beaucoup de temps. C'est un système électoral complexe, il faut recueillir 150 000 signatures de soutien, ce qui est loin d'être évident.

### Boîte noire

L'entretien a été réalisé le 30 janvier 2019 dans les bureaux de la mairie à Naples. Luigi de Magistris n'a pas demandé à relire le texte avant publication. Il a répondu par messagerie WhatsApp, courant février, à la première question, d'actualité, sur la brouille franco-italienne.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.